

CONNEXION ICPA

Juin 2021 | No. 5

Elise Bigley | Rédactrice

Quoi de neuf à l'ICPA

Le Forum des grandes solutions

[Rapport complet du Forum des grandes solutions](#)

Les boursiers doctoraux de l'ICPA

[Enregistrement du webinaire](#)

[Rapports individuels sur la santé des sols](#)

L'ICPA dans les nouvelles

« **Food is the new oil, even if most of the world - including Canada - hasn't realized it yet** »

Kevin Carmichael, Financial Post

« **Agriculture's big challenges won't end when the pandemic does** »

Jennifer Blair, Alberta Farm Express

« **Big solutions recommended for Canada's food system** »

Katelyn Duncan, Western Producer

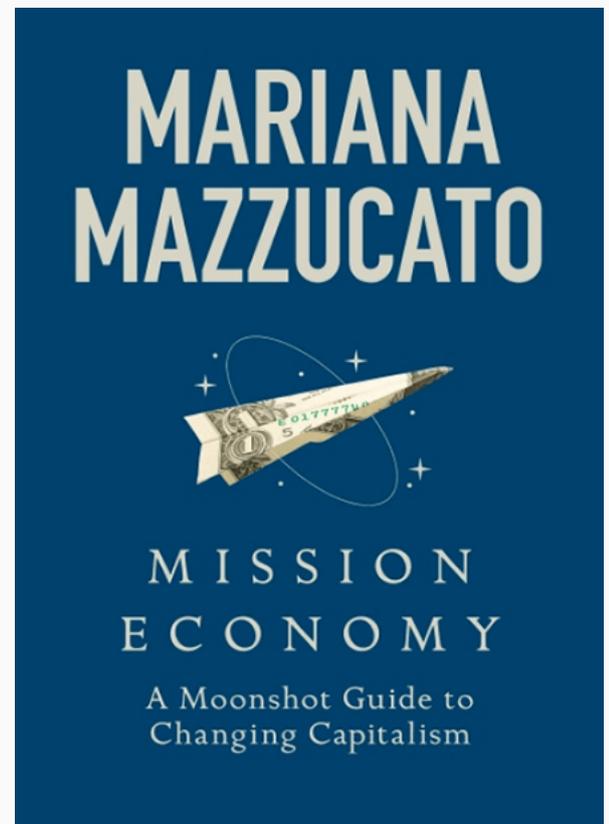
« **CAPI Big Solutions Forum: Creating Prosperity from Chaos** »

Livestock Gentec, bulletin « Consumer »

Nos lectures

Dans son livre intitulé *Mission Economy, a moonshot guide to changing capitalism*, Mariana Mazzucato emploie l'histoire du programme Apollo de la NASA pour s'attaquer aux problèmes épineux auxquels notre monde est confronté aujourd'hui. Mazzucato préconise l'élimination des silos, la réflexion transdisciplinaire et les partenariats public-privé symbiotiques, au sein desquels le gouvernement collabore activement avec l'industrie aux défis d'envergure et aux missions critiques. Le gouvernement ne doit pas être considéré comme un moyen de pallier les défaillances du marché : il doit, avec le public, définir les grands défis à résoudre et les missions critiques à mener en partenariat avec l'industrie.

Mission Economy fait écho à bon nombre de conclusions présentées par l'ICPA au cours du **Forum des grandes solutions** dernier mois. Parmi ceux-ci soulignons l'importance d'avoir une réflexion stratégique, une vision, un leadership fort et des partenariats interdisciplinaires et public-privé pour assurer la durabilité et la prospérité futures du système agricole et agroalimentaire canadien. Vous pouvez visionner la conférence de Mariana Mazzucato à l'occasion du lancement de son livre Mission Economy organisée par la London School of Economics [ici](#) (en anglais).



Possibilités de financement à l'ICPA

Votre engagement est essentiel. Il est urgent d'intensifier nos efforts, puisque les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire peuvent fournir des solutions cruciales pour l'économie, l'environnement, la santé et la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, les politiques doivent impérativement être modifiées de manière créative.

L'ICPA est heureux d'annoncer qu'il organisera son tout premier concours sur les politiques agroalimentaires à l'automne 2021. L'ICPA s'engage à rechercher des idées stratégiques audacieuses et novatrices pour répondre aux besoins critiques du système agroalimentaire canadien, soit de rendre celui-ci plus résilient, qu'il produise davantage, mieux et de façon durable et rentable, en phase avec la demande croissante des consommateurs au pays et à l'international.

Dans le cadre de ce concours, nous solliciterons des idées créatives sur la façon dont les acteurs publics et privés peuvent contribuer à répondre à ce besoin. Des subventions seront octroyées pour transformer ces idées en propositions politiques concrètes.

Investir dans l'environnement

Les nouvelles technologies et les nouveaux outils changent la façon de faire des agriculteurs d'aujourd'hui. Cependant, l'adoption de nouvelles technologies ou la modification des méthodes de production alimentaire peuvent entraîner des coûts qui peuvent freiner la contribution des agriculteurs à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de la biodiversité.

Ces nouvelles technologies et pratiques peuvent avoir un effet positif sur l'environnement – à condition que les agriculteurs les adoptent.

Le projet vise à déterminer les politiques publiques et privées qui peuvent accroître rapidement l'adoption et la mise en œuvre de nouveaux outils ainsi que les pratiques qui maximisent les résultats environnementaux.

Ce projet est financé en partie par la Fondation RBC. Nous cherchons activement d'autres partenaires privés et des fondations pour lancer officiellement le projet.

Vous pouvez contribuer au changement. Communiquez avec nous et apprenez-en plus sur les possibilités de collaboration et sur la façon dont vous pouvez faire partie de la solution afin de créer un système agroalimentaire prospère, résilient et durable.

Jenel Bode, B.Sc. B.Ed. CFRE

Directrice, partenariats et philanthropie

ICPA / FAAC

Téléphone : (403) 836-3970

Adresse électronique : bodej@capi-icpa.ca



Webinaires de l'ICPA

Pleins feux sur les commandites



L'ICPA reconnaît le soutien global de ses nombreux partenaires, en particulier celui d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.



Le partenariat : plus qu'un mot à la mode

À l'ICPA, le partenariat est plus qu'un mot à la mode. Les partenariats public-privé jouent non seulement un rôle crucial pour maximiser les résultats environnementaux, économiques et sociaux du système agroalimentaire, mais ils sont aussi essentiels à l'avenir de l'ICPA.

Au cours du récent Forum des grandes solutions, l'ICPA a souligné que les partenariats public-privé constituaient l'une des quatre mesures clés pour bâtir un meilleur système alimentaire. Il a été intéressant d'entendre les réactions à cette recommandation et au commentaire lors du panel des sous-ministres du 20 mai (que vous trouverez ici).

Après la tenue du Forum, il a été mis en relief dans un grand nombre de discussions que même si les gouvernements et le système agroalimentaire travaillent ensemble, ils ont tendance à éviter de prendre des risques. Ce désir de prudence conduit au maintien du statu quo et à l'écartement des partenariats transformationnels, qui promeuvent des changements audacieux et améliorent les résultats publics et privés.

Traditionnellement, les partenariats public-privé au Canada s'apparentent à une transaction sans lien de dépendance. Cela pourrait comprendre l'offre des gouvernements de financer des projets du secteur privé, la consultation des intervenants du système agroalimentaire au moyen de comités consultatifs ou le soutien des délégués commerciaux aux entreprises qui tentent d'exporter.

Les commentaires que l'ICPA a reçus au cours du dernier mois font ressortir un large éventail de possibilités qui devraient être explorées dans le cadre d'un engagement renouvelé envers les partenariats public-privé.

Des partenariats dans un marché public-privé du carbone pourraient notamment être établis. Le gouvernement du Canada met actuellement sur pied des protocoles fédéraux de compensation qui généreront des crédits dans le système fédéral de crédits compensatoires pour les gaz à effets de serre (GES). Alors que le gouvernement fédéral travaille à la création de ses propres protocoles publics, des marchés publics et privés du carbone partout dans le monde utilisent déjà des protocoles. Une approche transformationnelle des partenariats public-privé aurait pu comprendre un cadre fédéral qui aurait tiré parti des protocoles de compensation privés pour générer des crédits dans le système fédéral.

Une approche de partenariat public-privé engendre des avantages tant pour le secteur public que pour le privé. D'abord et avant tout, un marché fédéral pourrait être établi, qui encouragerait les agriculteurs à adopter de nouvelles pratiques pour générer des crédits de carbone beaucoup plus rapidement. Cela pourrait également permettre et stimuler l'innovation des protocoles. Par exemple, des protocoles pourraient permettre aux agriculteurs d'être admissibles à la fois à des crédits compensatoires de carbone et à des mesures incitatives en matière de biodiversité. Le regroupement des protocoles est une façon d'encourager des mesures plus significatives en offrant aux agriculteurs des mesures incitatives plus considérables.

Un marché public-privé du carbone est l'un des nombreux exemples de la façon dont une nouvelle perspective à l'égard des partenariats public-privé peut déclencher un changement transformationnel dans le système agroalimentaire du Canada.

L'ICPA établit également des partenariats qui sont essentiels à notre avenir.

En avril, l'ICPA a organisé des Dialogues sur le commerce international et les changements climatiques en partenariat avec la [Farm Foundation](#) des États-Unis. Les vidéos des Dialogues, avec la participation de conférenciers provenant de la Chine, de l'Australie, du Mexique et du monde entier, sont accessibles [ici](#). Le croisement du commerce et des changements climatiques a déjà produit des effets importants sur le système agroalimentaire du Canada, ceux-ci ne feront qu'augmenter dans les années à venir. Cependant, les effets sur notre système agroalimentaire national ne peuvent être pleinement saisis sans considérer le contexte international dans lequel celui-ci s'inscrit.

Voilà pourquoi l'ICPA s'associe à la Farm Foundation afin d'offrir une perspective internationale sur ces sujets cruciaux. Les agriculteurs, les entreprises alimentaires et les gouvernements établissent de plus en plus de liens significatifs à l'échelle internationale : l'ICPA doit faire de même. Le partenariat entre l'ICPA et la Farm Foundation a débuté il y a de cela plusieurs années et devrait se poursuivre longtemps encore.

En 2020, le projet Devenir plus forts a vu le jour, alors que l'ICPA faisait équipe avec l'Arrell Food Institute (AFI), ainsi qu'avec un vaste réseau interdisciplinaire de conseillers pour recueillir des données au sujet des répercussions de la pandémie sur le système alimentaire canadien. Les producteurs, les transformateurs, les spécialistes de la sécurité alimentaire et des communautés autochtones nous ont parlé directement des répercussions de la pandémie sur l'ensemble du système agroalimentaire.

Cet exercice national axé sur les leçons tirées a permis de fournir des recommandations stratégiques afin d'assurer que le système alimentaire canadien soit assez robuste pour répondre à des menaces futures. Cette mobilisation a permis de dégager certaines stratégies et recommandations clés qui se trouvent dans le rapport final. Ainsi, s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité doit être au cœur de toute stratégie post-pandémie, le secteur agroalimentaire doit agir comme un moteur de la croissance verte pour que le Canada en ressorte plus fort et il faut éliminer les silos et encourager la collaboration entre tous les intervenants.

L'ICPA est également fier d'annoncer qu'il a noué un nouveau partenariat avec la Fondation de l'agroalimentaire du Canada (FAAC) et Techno nature RBC dans le cadre d'un futur projet financé en partie par la Fondation RBC. [1] Le partenariat déterminera les politiques publiques et privées qui encouragent une plus grande adoption des technologies et des pratiques exemplaires en matière de gestion, nécessaires pour rendre notre système alimentaire plus durable.

La liste des technologies et des pratiques exemplaires en matière de gestion qui peuvent avoir une incidence positive sur la durabilité environnementale (et économique) de l'agriculture s'allonge. En effet, elle s'étend maintenant de l'agriculture de précision à l'intelligence artificielle, à la numérisation des mégadonnées, aux indicateurs génomiques de durabilité, à la gérance des nutriments 4B et à la diversification du mode d'occupation des sols et à d'autres services environnementaux.

Mais toutes ces technologies et ces pratiques exemplaires en matière de gestion ne servent à rien si les agriculteurs ne les adoptent pas. Les politiques gouvernementales (publiques) et privées appropriées peuvent faire toute la différence : c'est ce que l'ICPA souhaite déterminer.

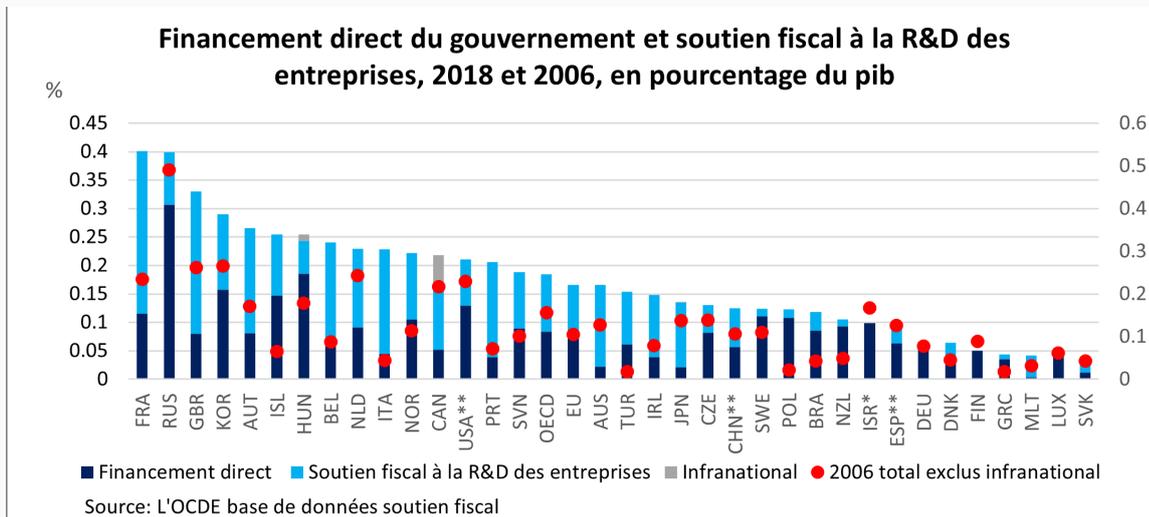
Techno nature RBC est le premier partenaire à appuyer ce projet. Nous recherchons activement d'autres partenariats qui fourniront les fonds manquants. Veuillez communiquer avec nous si vous souhaitez en savoir plus et établir un partenariat avec nous.

Les exemples qui précèdent ne sont que trois exemples des partenariats essentiels à l'avenir de l'ICPA. Bien que nous ayons nos plans, nous voulons aussi vous entendre. Si vous avez des idées novatrices sur la façon dont l'ICPA peut tirer parti des partenariats et trouver des solutions créatives aux défis et aux possibilités du système agroalimentaire canadien, veuillez communiquer avec moi ou avec n'importe quel membre de l'équipe de l'ICPA

Tyler McCann, Dirigeant principal de la mobilisation et du développement des affaires

[1] Notre organisme indépendant parallèle, la Fondation de l'agroalimentaire du Canada (FAAC), recevra un don de la Fondation RBC pour financer partiellement le projet.

Un grand graphique



L'aide gouvernementale directe à la recherche et au développement dans les entreprises a augmenté au Canada. L'innovation est la pierre d'assise de la croissance économique et de la prospérité futures de tout pays, et comme nous l'avons conclu lors du Forum des grandes solutions de l'ICPA, elle est également essentielle à la durabilité et à la résilience du Canada. Les investissements des entreprises dans la recherche et le développement (DIRDE) sont importants. En effet, ce sont les entreprises privées qui effectuent environ 70 % des dépenses en recherche et développement dans les pays de l'OCDE. Le soutien gouvernemental aux entreprises privées pour investir dans la recherche et le développement est une politique importante pour de nombreux pays, qu'il s'agisse de financement direct (c.-à-d. des subventions) ou de mesures fiscales incitatives.

Selon l'OCDE, en 2018, le gouvernement fédéral canadien a offert un soutien fiscal de 2,6 milliards de dollars aux entreprises privées pour la recherche et le développement, soit 12 % du PIB (voir le graphique); tandis que les gouvernements provinciaux (infranationaux) ont fourni 1,1 milliard de dollars au moyen de mesures fiscales incitatives. Ce montant combiné était supérieur au financement direct de la recherche et du développement de 1,2 milliard de dollars, ou 5 % du PIB, offert aux entreprises privées en 2018, une hausse par rapport aux 415 millions de dollars de 2006. Le Canada se situe dans la moyenne par rapport aux autres pays relativement au soutien gouvernemental aux entreprises en matière de recherche et de développement. Toutefois, le Canada se classe au bas de l'échelle par rapport aux autres pays pour ce qui est de l'ensemble des dépenses en DIRDE.

Source : OECD R&D Tax Incentives Database, mars 2021 | Data and notes (en anglais)